

## Compte-rendu du Conseil Territorial de Santé du jeudi 30 janvier 2025

Thématique : Santé environnementale

---

### I. Introduction du Président du Conseil Territorial de Santé de Paris

Le Président et la Vice-présidente du CTS de Paris adressent leurs vœux de bien-être et de santé pour 2025. Ce premier CTS de l'année est dédié à la santé environnementale, qui est une préoccupation croissante des Parisiens et Parisiennes.

La crise sanitaire de la Covid-19 a renforcé les interrogations sur l'impact de l'environnement sur la santé, mettant en lumière les liens entre la santé humaine, animale et l'environnement. Il est donc nécessaire d'agir pour mieux comprendre et réduire les risques liés aux substances chimiques (qualité de l'air), aux agents physiques (bruit, ondes) et aux agents infectieux (grippe, bronchiolite, etc.).

### II. Point d'actualité par le Directeur de la délégation de Paris

#### 1. Situation épidémiologique à Paris

- **Grippe** : Forte activité grippale, bien que le pic semble passé en Île-de-France. Le nombre de passages aux urgences diminue mais reste élevé, avec une circulation importante des virus hivernaux.
- **Mpox** : Un premier cas du clade 1b détecté en France (Bretagne). Risque faible pour la population générale mais plus élevé pour les catégories à risque. La vaccination préventive reste disponible en CeGIDD.
- **Bronchiolite** : Épidémie similaire à 2023. Forte adhésion au traitement préventif (Beyfortus notamment), évitant des transferts hors Île-de-France pour les cas graves.
- **Tensions hospitalières** : Fortes tensions dans les services d'urgences, notamment en psychiatrie et gériatrie. Légère amélioration grâce au ralentissement de la grippe, mais encore un grand nombre de lits brancards aux urgences.
- **Convention médicale/PDSA** : Nouvelle convention médicale en vigueur depuis le 22 décembre, avec consultation revalorisée à 30€.
- **Vaccination HPV** : Début de la campagne de vaccination dans les collèges depuis le 22 janvier, avec des équipes (prescripteurs, vaccinateurs, agents administratifs) adaptées au nombre d'élèves à vacciner (tranche 11-14 ans).

#### 2. Présentation de la nouvelle enveloppe budgétaire territorialisée et recueil de l'avis des membres

Dans le cadre du Forum « Territoires et Santé » présenté par le Directeur général de l'ARS Ile-de-France, Monsieur Denis Robin le 5 décembre 2024, une nouvelle enveloppe budgétaire est désormais aux mains de la délégation de Paris.

D'un montant de 1 million d'euros, elle sera répartie de la manière suivante :

- 200 000 € dédiés à la reconduction des projets issus du CNRS Santé de 2022, notamment concernant la médiation en santé.
- 800 000 € pour mettre en place de nouveaux projets s'inscrivant dans la feuille de route parisienne du PRS et ayant pour but de répondre à des besoins identifiés sur le territoire grâce à des actions concrètes.

Six grands thèmes sont proposés :

- Expérimentation d'un dispositif pour mieux repérer, accompagner les personnes souffrant du **syndrome du Diogène** en complément des équipes ELIAHS.
- Expérimentation d'un dispositif visant à fluidifier la prise en charge des **patients psychiatriques** pris en charge dans les **services d'urgences parisiens**.
- Expérimentation de **bonnes pratiques visant à renforcer l'adhésion à la vaccination** HPV ou grippe : définir un site pilote (hôpital, EHPAD, collège, etc.) et mobiliser les équipes en interne.
- Expérimentation permettant aux médecins régulateurs du SAS (Service d'accès aux soins), confrontés régulièrement à la difficulté d'évaluer le patient au téléphone, de **mobiliser des infirmiers libéraux** (IDEL) du territoire, notamment via les CPTS, **pour se rendre au domicile du patient**.
- Sensibilisation des professionnels de santé au **dépistage du saturnisme** des enfants et femmes enceintes.
- Développement d'un **label ou d'une charte** pour les établissements parisiens accompagnant les personnes LGBTQIA+ âgées ou en situation de handicap.

Cette présentation vise à recueillir l'avis des membres du CTS, dans le cadre du renforcement de la démocratie en santé et du pouvoir donner aux conseils territoriaux en santé.

#### Echanges avec les membres du CTS

- Question concernant l'éventuelle pertinence d'un projet sur la Covid-19 : il n'y a pas de tension particulière actuellement mais ce sujet peut tout à fait être abordé au niveau de la vaccination.
- Question concernant l'inclusion de la thématique de la cancérologie : il existe déjà de nombreux financements (CRCDC, Ville de Paris, Plan cancer, etc.). L'objectif de cette nouvelle enveloppe budgétaire réside dans le financement de projets qui n'ont pas de sources de financements actuelles.
- Il serait intéressant de mener un projet dans un ou deux arrondissements pour améliorer le parcours de soins des personnes en situation de précarité avec des difficultés de santé qui retournent souvent en PASS alors qu'elles devraient être orientées ailleurs : un travail avec la Ville de Paris est en cours pour améliorer le parcours de santé des personnes en situation de précarité. Un premier travail d'identification des dispositifs existants est en train d'être mené (comme le dispositif RASP dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement).

### III. Santé environnementale

#### a. Les plans en santé environnementale de la Ville de Paris et de l'Agence Régionale d'Ile-de-France

1. « **Présentation des missions du département Santé-environnement de la délégation de Paris** », par Madame Sylvie DRUGEON, responsable du département Santé-environnement de la délégation de Paris de l'ARS Ile-de-France

Le département Santé-environnement de la délégation de Paris est composé de 3 pôles :

- Le pôle « Habitat » : pour lutter contre l’habitat insalubre à Paris, notamment avec les procédures pour les locaux impropres à l’habitation, l’incurie dans le logement (la thématique du Diogène) et l’insalubrité remédiable.
- Le pôle « Environnement extérieur ». En 2024, la DD75 a notamment donné :
  - o 19 avis sanitaires sur des projets d’aménagements (urbains / industriels)
  - o 66 avis sanitaires sur demandes de permis de construire d’établissements sensibles
  - o 2 avis pour la réouverture de la cathédrale Notre-Dame et de son parvis. La DD75 a été très mobilisée ces cinq dernières années pour le suivi du plomb durant la reconstruction de Notre-Dame. Elle suit également les données relatives au plomb sur de nombreux chantiers de monuments historiques tels que la tour Eiffel, le Palais de justice et les différentes gares parisiennes.
- Le pôle « Eaux », en charge du suivi des prélèvements de l’eau potable à Paris, des baignades, des manifestations aquatiques, des piscines et des enquêtes environnementales suite à la déclaration de cas de légionellose (94 enquêtes en 2024).

Dans le cadre de la lutte anti-vectorielle, 109 enquêtes entomologiques sur la présence de moustiques tigres et 2 opérations de démoustication ont eu lieu en 2024.

Le département Santé-environnement a également été très impliqué avant et pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) avec notamment des avis rendus pour les épreuves en Seine ainsi que pour l’inspection de 55 hôtels parisiens.

2. « **Présentation du Plan parisien santé environnement 2 (PPSE 2) de la Ville de Paris** », par Madame Anne-Claire BOUX, adjointe à la maire de Paris en charge de toutes les questions relatives à la santé publique et aux relations avec l’APHP, à la santé environnementale, à la lutte contre les pollutions et à la réduction des risques

Le PPSE 1 a été voté en 2016, avec des mesures clés telles que la création des évaluations d’impact sur la santé, l’accompagnement pour améliorer la qualité de l’air intérieur et la mise en place d’un plan d’action spécifique.

Le PPSE 2, lancé en mars 2024 et voté par le Conseil de Paris en novembre 2024, prend en compte les apports du PLU-B, du Plan Climat et de la MIE Paris à 50 degrés, et s’intègre de manière complémentaire avec ces documents.

La construction du PPSE 2 a impliqué plus de 270 personnes notamment avec la création de 10 ateliers thématiques (ex : bien vieillir, se nourrir), 5 focus groupes, incluant des habitants des quartiers prioritaires et 3 webinaires sur des thèmes spécifiques (perturbateurs endocriniens, bruit, décarbonation de la santé).

Ce travail partenarial a été mené avec comme priorité transversale la lutte contre les inégalités environnementales et sociales en santé.

Sept grandes priorités ont ensuite été définies :

- Paris, la Ville santé : transformer la ville pour protéger la santé de ses habitantes et habitants (notamment en systématisant les évaluations d’impact en santé pour les nouveaux projets urbains, de végétalisation et en adoptant une approche systématique d’urbanisme favorable à la santé) ;
- « 1000 premiers jours » : une priorité pour protéger la santé des enfants et des femmes enceintes (notamment avec les éco-PMI, la mallette verte et la rénovation des lieux petite enfance et écoles) ;
- La ville engagée dans la lutte contre les polluants chimiques du quotidien ;
- Une « garantie santé environnementale » pour les écoles et crèches ;

- Vivre en bonne santé chez soi à Paris : un air sain et des logements sains (notamment grâce au travail avec les bailleurs pour réduire les sources d'exposition dans le bâti) ;
- Une Seule Santé : interdépendance entre santé humaine, santé animale et santé de l'environnement (en faisant vivre le continuum entre activité humaine, monde animal et environnement) ;
- La démocratie sanitaire pour que chacun et chacune s'empare de sa santé (notamment en créant un Réseau parisien de la santé environnementale et un Conseil scientifique et citoyen, garant de la pertinence des actions).

Vous pourrez retrouver la synthèse du PPSE via [le lien suivant](#).

### Echanges avec les membres du CTS

- Question concernant la présence, dans la feuille de route, de la difficulté pour les personnes âgées de se déplacer (trottoirs non adaptés, éclairages abaissés) et les éventuelles actions proposées : dans le cadre du travail partenarial ayant conduit au PPSE 2, l'atelier "bien vieillir" a permis de définir 45 actions visant à améliorer le bien-être de cette population, notamment en facilitant leur mobilité.
- Question concernant la priorisation des différentes mesures : de nombreux sujets abordés dans ce PPSE 2 sont étroitement liés à d'autres politiques publiques, notamment celles des transports. Ainsi, les différentes actions sont mises en œuvre en collaboration avec les autres plans stratégiques de la Ville de Paris.

### 3. « Présentation du Plan régional santé environnement 4 (PRSE 4) de l'ARS Ile-de-France », par Madame Sylvie DRUGEON, responsable du département Santé-environnement de la délégation de Paris de l'ARS Ile-de-France

Le Plan régional santé environnement 4 (PRSE 4) a été publié le 16 juillet 2024 et il est porté par 3 pilotes : l'ARS Ile-de-France, la Préfecture d'Ile-de-France et la région Ile-de-France. Il est consultable sur le site : <https://www.ile-de-france.prse.fr/>

Six principes guident ce plan : l'intégration de l'approche une seule santé ; l'anticipation des effets du changement climatique, la réduction des inégalités de santé ; l'application des actions à toutes les échelles territoriales et dans tous les territoires ; le développement des actions de sensibilisation et formation des acteurs de proximité ; le renforcement des compétences et de la participation des citoyens

Le PRSE 4 est structuré autour de quatre axes transversaux, qui répondent à 16 priorités régionales et 53 fiches-actions. Les axes transversaux sont :

- Réduire les expositions humaines aux facteurs environnementaux préoccupants, renforcer leur surveillance et améliorer les connaissances
- Anticiper les effets du changement climatique et adapter les politiques de prévention et de sécurité sanitaire
- Intégrer les enjeux de santé environnement dans les politiques d'aménagement et de logement, dans une perspective de réduction des inégalités environnementales de santé
- Accompagner les citoyens, les professionnels de santé et les acteurs locaux, pour agir face aux problématiques de santé environnementale

Parmi les fiches-actions, de nombreuses actions sont territorialisées et intéressent Paris, notamment pour :

- Accroître le dépistage du saturnisme en mobilisant les acteurs de santé et en sensibilisant les populations à risque (fiche-action 1.4) ;

- Accompagner les projets de baignade en milieu naturel et promouvoir les différentes fonctions sociales, sanitaires et écologiques des baignades (fiche-action 8.4) ;
- Documenter l'exposition aux poussières de plomb dans les aires de jeux et d'activités extérieures accueillant des enfants et accompagner la mise en œuvre des mesures de réduction des expositions (fiche-action 12.4).

## **b. Focus sur la prévention du saturnisme infantile :**

1. « **Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens** », par le Dr Jérôme LANGRAND, chef de service et Madame Laurine Le VISAGE-PERIVIER, pharmacienne au Centre Antipoison et de Toxicovigilance de Paris

Il y a 8 Centres Antipoison en France, qui ont pour principales missions une réponse téléphonique urgente ainsi qu'une mission de toxicovigilance (rôle de déclarant auprès des institutions régionales et nationales (ARS, ANSES, ANSM, DGCCRF...)).

Le saturnisme est une **intoxication par le plomb** dangereuse pour la santé car le plomb a des effets toxiques sur l'organisme, même à faible dose.

Le saturnisme est mesuré par une **plombémie** (ou taux de plomb dans le sang). Chez un enfant ou adolescent de moins de 18 ans, on parle de saturnisme lorsque **la plombémie est égale ou supérieure à 50 microgrammes par litre de sang ( $\geq 50\mu\text{g/L}$ )**.

Les missions du Centre Antipoison sont notamment le recueil des plombémies (laboratoires), les saisies dans différentes bases de données, la déclaration vigilance auprès des ARS (plombémies  $\geq 25\mu\text{g/L}$ ) et éventuellement le suivi médical, les conseils, etc.

### Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens : comparatif 2022 et 2023 :

#### Définitions et points clés :

- Les données sont catégorisées selon deux tranches d'âge : les 0-6 ans et les 7-17 ans
- Il y a trois valeurs de plombémies :  $< 25\mu\text{g/L}$  (pas de vigilance particulière à avoir),  $25-49\mu\text{g/L}$  (seuil de vigilance),  $\geq 50\mu\text{g/L}$  : déclaration obligatoire
- Primo-dépistage : plombémie prélevée pour la première fois chez un enfant
- Plombémie de suivi : plombémie prélevée chez un enfant ayant déjà eu un précédent prélèvement

#### En 2022 :

- 82% des plombémies reçues sont des plombémies de primo-dépistage contre 89% en 2023.
- 68% des plombémies reçues sont des plombémies pour la catégorie d'âge 0-6 ans (primo-dépistage et suivi) contre 59% en 2023.
- Dans la catégorie d'âge des 0-6 ans, 77% des plombémies de primo-dépistage sont inférieures à  $25\mu\text{g/L}$  (contre 70% en 2023).

En 2023, une diminution du nombre total de plombémies a été notée de la part des laboratoires comme des CAPTV, sans raison particulière.

### Les défis liés à l'activité du Centre Antipoison :

Les défis associés à l'activité sont principalement d'ordre logistique (temps, personnel, budget, récupération des données en raison de la saisie manuelle) et sanitaire (dus à la méconnaissance de la thématique chez les

nouveaux prescripteurs, absence toxicologie/santé environnementale dans la formation initiale). En effet, la prise en charge des patients reste assez faible, et les praticiens de ville manquent de formation sur le saturnisme infantile, ce qui souligne la nécessité de diffuser des informations pour former certaines catégories de professionnels.

Avec un financement illimité, il serait intéressant de créer un centre de ressources en santé environnementale, visant à développer la toxicologie environnementale, diffuser des informations et assurer une formation continue et pérenne, ainsi qu'à prendre en charge des patients et répondre aux questions du grand public !

### Echanges avec les membres du CTS

- Question concernant un éventuel lien entre le saturnisme et la consommation de pommes de terre : il n'existe pas de donnée.
  - Intérêt pour les rhumatologues de se former à la santé environnementale (impact des métaux sur les os).
2. « **Les différents freins au dépistage du saturnisme infantile et comment les surmonter** », par Madame Morgan PINOTEAU, chargée de projets à l'Association des familles victimes du saturnisme

L'Association des familles victimes du saturnisme (AFVS) a été créée en mars 1998 par des bénévoles associatifs et des familles touchées par le saturnisme qui se sont réunis dans le but de lutter contre l'intoxication par le plomb d'enfants vivant dans des logements anciens et dégradés.

Les objectifs principaux de l'association sont :

- D'agir sur les questions de santé et du logement afin de prévenir l'intoxication des enfants par le plomb ;
- De soutenir les personnes atteintes par cette maladie ou exposées au plomb ainsi que leur entourage,
- D'informer sur le saturnisme et le mal logement ;
- D'agir pour la mise en œuvre d'une politique de prévention, de santé publique et de réparation des risques liés au saturnisme ;
- D'assurer la représentation collective des victimes du saturnisme et de leur entourage auprès des autorités publiques, administratives et judiciaires.

Pour cela, l'AFVS visite les immeubles et logements habités ; aide les familles dans leurs démarches liées au mal logement ; fait remonter les situations rencontrées en matière de logement, de travaux dans les logements et de suivi de l'intoxication au plomb ; crée un lien entre les familles suivies ; dénonce auprès des pouvoirs publics les carences de certains textes ; informe et sensibilise le plus largement possible.

Les principales sources d'exposition au plomb (par ingestion ou inhalation) sont :

- Les peintures anciennes (céruse et minium)
- Les balcons en plomb laminé (bâtiments haussmanniens +)
- La canalisation en plomb
- Les loisirs à risques (stands de tir, plombs de chasse et de pêche)
- Les cosmétiques traditionnels (khôl)
- La vaisselle artisanale (émaillage au plomb)
- L'exposition professionnelles (parents et jeunes en apprentissage notamment dans l'industrie, le BTP, etc.)

Le logement comme déterminant de santé :



En 2023, l'AFVS a réalisé 55 visites à domicile principalement à Paris avec 24 visites (dont 18 uniquement dans le 18<sup>e</sup> arrondissement).

L'association a mené une enquête, financée par l'ARS, en réalisant des entretiens sur 10 familles accompagnées par l'AFVS pour comprendre les freins et les leviers de la réalisation de la plombémie. Le document qui en résulte a été transmis à l'ARS en juin 2024. Les retours des familles sur le dispositif de dépistage est le suivant :

- Le parcours qui mène à la réalisation d'une plombémie peut s'apparenter à « un parcours du combattant ». Les institutions pouvant soit freiner, soit faciliter l'accès à cet examen. La plombémie apparaît comme une procédure compliquée pour des bénéficiaires qui semblent imperceptibles voire inexistantes.
- La réalisation ou non de la plombémie apparaît donc comme une négociation, qui est liée non seulement aux coûts de l'examen, mais également au contexte dans lequel l'examen est prescrit, à la perception de l'importance ou non du danger du plomb, et aux bénéfices qui pourraient découler ou non de l'examen.
- Les autres problèmes de santé liés au logement sont, par contraste, bien plus mis en avant.

Parmi les freins à la plombémie mis en évidence par l'enquête :

- Les médecins sont parfois mal informés sur l'intoxication au plomb et les seuils en vigueur ;
- Les médecins sont parfois mal informés sur la réglementation plomb et la déclaration obligatoire ;
- Il y a parfois une incompréhension entre les médecins et les laboratoires sur l'exigence du CERFA pour réaliser la plombémie.

En 2025, l'AFVS va mener une enquête auprès de professionnels médico-sociaux de l'enfance et de la périnatalité (que l'AFVS sait être attentifs au risque saturnin ; ayant été sensibilisés par un récent webinaire et peu sensibilisés au saturnisme infantile (situés au sein d'une ou de région(s)/départements(s) où le dépistage est faible voire inexistant ou mal ciblé)).

L'objectif sera d'identifier, auprès de ces professionnels, les freins et les leviers à la prévention du risque saturnin, et plus largement autour du logement comme déterminant de santé.

### Echanges avec les membres du CTS

- Question concernant un intérêt de mesurer le plomb dans l'eau du robinet, dans les anciennes habitations/anciens immeubles pouvant comporter encore des canalisations en plomb : l'ARS donne la possibilité aux habitants du territoire parisien le souhaitant, de devenir consommateur témoin : des tests seront effectués au robinet de la cuisine de l'habitation afin de détecter une éventuelle présence de plomb dans l'eau (le cas échéant, le syndic sera mis en demeure d'effectuer des travaux). Vous pourrez retrouver toutes informations complémentaires via [ce lien](#).
- Discussions sur les autres sources de plomb à Paris : les balcons (voir [affiche ARS](#)), les carrelages en zellige. [Le site de l'ARS](#) reprend les sources et les conseils utiles pour se protéger des expositions : <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/saturnisme-conseils-pour-se-protéger-des-expositions-au-plomb-logement-ancien-activites>

3. « **Présentation des investigations environnementales réalisées par la Ville de Paris dans les crèches et les écoles** », par Madame Chloé MOITIE, directrice du laboratoire des Polluants Chimiques de la Ville de Paris

Le laboratoire Polluants Chimiques de la Ville de Paris est composé d'une trentaine de personnes et mène des investigations et quantification du plomb accessible aux enfants dans les 1081 établissements de la Ville de Paris, crèches et écoles (peintures, poussières et terres meubles).

Pour plus d'informations concernant la manière dont la Ville de Paris lutte contre l'exposition au plomb, vous pouvez suivre ce lien : <https://www.paris.fr/pages/comment-paris-lutte-contre-l-exposition-au-plomb-22152>

L'un des plus importants défis pour mener ces investigations dans la priorisation des établissements et le rythme d'intervention. Les critères de priorisation sont :

- D'intervenir dans des établissements accueillant des enfants en bas âge ;
- Les établissements doivent avoir été construits avant 1995 ;
- Il faut une répartition proportionnelle par arrondissement et par type d'établissement ;
- Effectifs les plus importants et localisation en Quartier Politique de la Villes.

Les équipes du laboratoire interviennent dans environ 55 établissements chaque année scolaire.

Les perspectives du laboratoire pour 2025 sont notamment l'amélioration de l'outil de suivi inter-directions pour permettre un meilleur suivi des plombémies (prescription, réalisation par les familles, résultats) ainsi qu'une meilleure sensibilisation des parents à la réalisation des plombémies (l'exposition est possible en milieu scolaire mais également au logement).

A noter qu'en parallèle de ses activités liées au plomb, le laboratoire des Polluants Chimiques :

- Surveille la qualité de l'air des établissements situés sur un sol pollués ;
- Intervient dans le cadre d'évaluations lors d'un réaménagement ;
- Pour aller plus loin, il contribue à la mise en œuvre du Plan Qualité de l'air intérieur à la Ville de Paris.

#### **Echanges avec les membres du CTS**

- Question concernant la présence de plomb dans les fontaines de Paris : Paris compte 3 fontaines puisant directement dans la nappe de l'Albien (dans les 13<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> arrondissements) : l'eau distribuée à ces fontaines ne contient pas de plomb. Les bornes fontaines également gérées par Eau de Paris distribuent de l'eau produite et distribuée par Eau de Paris, sans plomb.

**Vous pouvez consulter les liens ci-dessous pour obtenir des informations complémentaires sur le plomb :**

- [Saturnisme : conseils pour se protéger des expositions au plomb \(logement ancien, activités, ...\)](#)
- [Constat de risque d'exposition au plomb \(CREP\) : à quoi sert ce document et comment le transmettre à l'ARS](#)
- [Présence de plomb sur les balcons : conseils et précautions à tenir](#)

**Prochaine séance du CTS le jeudi 13 mars 2025 à 10h, en présentiel, concernant les ressources humaines en santé.**